

# Osez l'arabe !

**Christophe Porquier**

Conseiller principal d'éducation à Amiens

C'est une absence de politique, mais elle est lourde de sens et de conséquences : moins de 5000 élèves suivent l'enseignement de la langue et de la culture arabe dans les établissements secondaires publics français.

Le chiffre pourrait être rapporté aux 4,5 millions d'élèves suivant un enseignement en anglais, ou aux 1,7 million qui suivent un enseignement en espagnol. Avec l'allemand et l'italien, elles représentent environ 99 % de l'enseignement linguistique en collèges et lycées tandis que l'arabe ne représente que 0,1% du total selon l'inspection générale de l'éducation nationale.

Pourtant, nul besoin de statistiques mesurant la diversité pour observer que des millions de citoyens français sont des enfants de deuxième ou troisième génération de l'immigration des pays arabes, et qu'avec nombre d'étrangers vivant sur notre sol ils partagent un lien particulier avec les langues et les cultures orientales et arabes. Cette banale évidence est une richesse. Cette curiosité pour ses origines peut être un moteur, et elle peut stimuler l'activité économique et sociale entre les pays arabes et la France. C'est enfin une opportunité d'ouverture et d'enrichissement pour tous les Français.

Et pourtant, les chiffres montrent que cette chance n'est pas saisie. Aucune politique n'œuvre en ce sens : le nombre d'enseignants reste marginal, et de ce fait – comme ils doivent se partager entre plusieurs établissements - les plages horaires consacrées à l'arabe sont peu étendues et très contraignantes.

Le résultat concret et direct de cette absence de politique publique est simple : l'arabe est très majoritairement enseigné dans les lieux de culte musulman. Le nombre d'élèves relevant du secondaire qui suivent ces cours est difficile à établir, mais il se situe entre 50 et 100.000 (l'association des arabisants les évalue à 60.000). Les cultes sont libres d'organiser des cours s'ils le souhaitent mais on conçoit aisément que la nature de l'enseignement à une culture et à une langue n'est pas le même dans un cadre confessionnel et dans un cadre laïc. Or, le choix n'est pas fait par les élèves eux-mêmes mais par les pouvoirs publics qui persistent à organiser une carence de l'arabe dans l'enseignement public, orientant de facto les jeunes qui souhaitent apprendre vers

les lieux de culte.

Il s'agit là d'une hérésie républicaine. La laïcité n'est pas un concept abstrait qui survolerait au-dessus de nos institutions comme un vague esprit, elle est une méthode. Faute d'application concrète, elle reste un concept creux. Il faut que notre république tourne la page du déni qui trouve ses origines dans une forme de condescendance héritée du passé colonial, tout en se satisfaisant d'une prise en charge communautaire de cet enseignement. Il s'agit au contraire de regarder la réalité en face en assumant pleinement les liens historiques et sociaux qui existent entre la culture arabe et une partie de la communauté nationale. En clair, il est grand temps que l'arabe trouve ses lettres de noblesse dans l'école publique pour permettre à toutes celles et tous ceux qui le souhaitent de pouvoir l'approfondir dans les conditions de neutralité et d'ouverture qui doivent être garantis dans les collèges et les lycées.

Certes, sous couvert de discrimination positive, la période est davantage à la promotion des élites au travers de filières spécifiques compatibles avec notre élitisme républicain. Malheur aux vaincus qui ne se retrouveront pas dans cette « scolarité choisie » d'en haut. Il est possible de voir les choses autrement, avec une politique s'adressant à priori à tous, en allant au devant de ce qui apparaît comme une discrimination sourde et massive.

Pour cela il faut ouvrir des postes aux concours de recrutement des professeurs d'arabe et favoriser l'émergence de la langue arabe comme deuxième langue vivante, notamment pour élargir l'horizon des élèves issus des quartiers difficiles qui sont concentrés dans les filières technologiques. Ce serait simplement juste et même socialement et économiquement pertinent, tout en étant le symbole d'une reconnaissance de notre universalité et de notre diversité qui battrait en brèche tous les quotas douteux et toutes les discriminations.